

## Des Soudanais de Calais accueillis à Marseille ont repris le chemin de l'exil

PAR IRENE CASADO ET CARINE FOUTEAU  
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 27 NOVEMBRE 2016



Bashir en transit à Paris. © IC

Ils font partie des quelque 6 000 réfugiés dispersés partout en France dans des centres d'accueil et d'orientation, à la suite du démantèlement du bidonville de Calais. Eux ont atterri dans un foyer à Marseille, mais en sont déjà partis. Depuis quelques jours, ils découvrent Paris.

Ils se sont reposés, ont réfléchi et sont repartis : les réfugiés soudanais que Mediapart a rencontrés dans le bidonville de Calais sont restés une vingtaine de jours dans le centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Marseille où ils ont été envoyés à la suite du démantèlement de la « jungle ». Puis ils ont repris le chemin de l'exil, sans destination précise et sans demander l'asile en France (*retrouver nos précédents reportages ici et là*).

Lors de ce «démantèlement», au cours duquel 6 000 adultes et mineurs ont été évacués, leur tente a été détruite et leurs affaires réduites en cendres. « *Par des policiers* », affirme l'un d'entre eux, en écho aux

déclarations de la préfète du Pas-de-Calais, qui avait provoqué l'indignation en mettant les incendies sur le compte d'une supposée « *tradition* » afghane.



Mohajir en visite à Paris le 19 novembre 2016. © Irène Casado

Le premier jour de départ des bus, le 24 octobre 2016, alors que l'État français venait d'investir la zone pour une opération d'une ampleur inégalée, couverte par plus de 800 journalistes, ils ne se sont pas rendus dans le vaste hangar où étaient organisés les voyages. Ils n'étaient pas prêts à quitter ce terrain vague qu'au fil du temps, ils avaient transformé en lieu de vie.

Emmitoufflés dans des couvertures, après avoir répété les gestes de la vie courante, ils ont passé une nouvelle nuit sous la tente, puis une dernière. Alors que leur «chez-eux» était ravagé par les flammes, le troisième jour, ils n'ont plus eu d'autre choix que de partir. Non pas qu'ils étaient déterminés à rester : ils ne savaient pas quoi faire ni où aller. L'Angleterre était encore si proche qu'ils avaient du mal à s'en éloigner. Mais ils avaient constaté l'extrême difficulté à passer clandestinement la frontière. Résignés, ils avaient fini par se résoudre à suivre le mouvement général des départs en CAO, avant l'arrivée des pelleuses.

Le troisième jour, donc, Mohajir, Bashir et Tayib ont rassemblé ce qui leur restait de bagages dans un sac à dos ou une simple pochette en plastique. Ils ont descendu le talus sur lequel était installé leur coin, ont suivi l'allée centrale le long de laquelle les échoppes avaient progressivement fermé, puis ont fait la queue en attendant leur tour devant le hangar faisant office de gare routière. L'un après l'autre, ils ont décliné leur identité face à des militaires de la sécurité civile employés, comme sur un terrain de guerre, à mettre en œuvre la feuille de route du gouvernement : un départ de bus toutes les quinze minutes. L'engagement

de laisser ensemble les réfugiés qui en faisaient la demande a été tenu par les autorités ; la destination en revanche n'a été connue que lorsque le car a démarré.

Ce vendredi 18 novembre, après leur halte marseillaise, Mohajir, Bashir et Tayib sont en transit à Paris. Ils n'ont pas de critique particulière à formuler à l'encontre du CAO dont ils viennent de partir, mais ils ne se voyaient pas y résider plus longtemps. En ne demandant pas l'asile en France, ils savaient qu'ils n'y seraient de toute façon accueillis que dix jours de plus – un mois au total pour ceux n'entamant pas de démarches ; trois mois pour les autres, avant d'être transférés dans un autre centre. Plutôt que de se retrouver à la porte, ils ont pris les devants.

Leur expérience à Marseille n'en reste pas moins, d'après leurs récits, un bon souvenir. Installés provisoirement rue Riquet, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, dans le studio en fond de cour d'un ami photographe rencontré à Calais, ils racontent leur découverte de la cité phocéenne. La télé est allumée et diffuse « Des chiffres et des lettres ». Dans la kitchenette, Bashir a préparé une salade de tomates à la crème. Ils ont l'air reposé. Surtout Mohajir, qui avait quitté le bidonville avec une varicelle, le visage couvert de boutons et la gorge ceinte d'une écharpe. Ils rient en se remémorant leur épuisement en arrivant à Marseille, après quatorze heures de car.

Logés dans un foyer Adoma (ex-Sonacotra) situé à 7 kilomètres au sud du Pharo, en bord de mer, ils ont été accueillis, le 27 octobre au matin, autour de quelques biscuits, du thé et du café. Le responsable du CAO a sorti une carte de France pour les aider à situer leur point de chute. Leurs voisins d'étage étaient pour la plupart de vieux travailleurs immigrés. « *C'était confortable et propre, chacun avait une chambre individuelle et nous partagions une cuisine, des toilettes et une douche* », indique Mohajir. Pour les seize exilés venus de Calais (quatorze Soudanais et deux Afghans), l'amélioration entre le bidonville et cette résidence sociale, bientôt fermée pour rénovation, est notable. Chaque jour, ils disposent de quatre euros. « *Les Restos du cœur nous ont apporté*

*un colis de vivres* », indique Bashir. Aucun d'entre eux ne fait remarquer que quatre euros représentent un pécule insuffisant pour subvenir aux besoins de qui que ce soit. Dans les jours qui suivent, ils reçoivent la visite d'un médecin ainsi que d'un agent de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Offi) venu leur vanter les mérites de l'aide au retour.

« *Je suis allé au musée, nous allions à la plage, la température était agréable* », détaille Mohajir. Les compagnons de fortune cuisinent ensemble, partagent leurs repas et se serrent les coudes. Mais, au bout de quelques jours, la scission est inévitable entre ceux qui veulent rester et les autres.

Lors du rendez-vous à la préfecture, Bashir refuse de laisser ses empreintes. « *Je ne veux pas demander l'asile ici parce que les réfugiés sont mal vus, affirme-t-il, les gens nous regardent de travers, ils ne nous aiment pas.* » Il a beau avoir entendu dire qu'environ 70 % des migrants de Calais obtenaient le statut de réfugié, il en connaît personnellement beaucoup dont la demande a été rejetée. Quant à la nouvelle qu'un de ses compatriotes interpellé près du bidonville, Baker, **risque d'être expulsé vers le Soudan**, à l'encontre du principe fondamental de ne renvoyer personne vers un pays où sa vie serait menacée, elle ne peut que l'inquiéter davantage. « *J'irai aux Pays-Bas, ou en Belgique* », conclut-il, tout en assurant avoir renoncé à l'Angleterre. Sur les seize personnes accueillies fin octobre, la moitié ont quitté le CAO au cours des derniers jours.

Mohajir, lui, continue de penser qu'il ne peut trouver mieux que le Royaume-Uni. Contrairement à Bashir, il aurait aimé s'installer en France, mais son projet s'est brisé lorsque le dépôt de sa demande d'asile a été refusé au prétexte qu'il était réadmissible, au regard du règlement de Dublin, en Hongrie. Pour encourager les exilés à quitter Calais, lors du démantèlement, les autorités ont fait savoir que cette procédure ne s'appliquerait pas. Une instruction en ce sens, selon le ministère de l'intérieur, a été envoyée aux préfets le 20 octobre. Mais Mohajir en doute. Il pense avoir de la famille en Grande-Bretagne et mise sur un passage à 1 000 euros *via* la Belgique.

**« On ne sait pas où on finira, mais on voudrait rester ensemble »**

C'est dommage car l'Hexagone lui plaît. Sa première expédition dans la capitale, hors de la rue Riquet, l'a enthousiasmé. Il préfère les beaux quartiers à La Chapelle, qu'il trouve « *trop sale* ». « *À La Chapelle, il y a tous ces Soudanais. Certains sont là depuis des années et ne parlent qu'entre eux en arabe. Ce n'est pas pour me retrouver comme ça que j'ai quitté le Soudan. Je veux une vie, un travail, une femme, des amis français* », énumère-t-il. « *À Marseille, il faisait beau, et on avait vue sur la mer ! Mais il n'y avait rien à faire. Paris est plus beau !* » lance-t-il oscillant entre l'anglais, qu'il parle couramment, et le français, qu'il essaie d'apprendre.



Bashir en transit à Paris. © IC

Ce samedi après-midi, Bashir, Mojahir et Tayib ont pris le métro pour se rendre place de la Madeleine. Leurs regards se posent sur les décorations de Noël, les vitrines des boutiques et les prix : « *1 200 euros pour une veste ! Ce n'est pas possible !* » s'exclame Mohajir. Tous les trois découvrent les alentours avec curiosité. « *Sans doute... On n'est plus à La Chapelle !* » commente Bashir, qui remarque la méfiance dans les yeux des passants. Habités à ce type de situation, après plus de deux années en France, ils essaient de ne pas en prendre ombrage. Mohajir ralentit le rythme pour photographier l'église de la Madeleine. Tayib lui reproche de ne pas aller assez vite.

Sur le chemin de l'exil, ces hommes ont pris l'habitude de beaucoup marcher. Ils se sont rencontrés en Grèce d'où ils ont remonté toute l'Europe centrale à pied par la route des Balkans. À Calais, les épreuves physiques n'ont pas cessé, chaque tentative pour passer la frontière franco-britannique se révélant extrêmement périlleuse. « *On marchait six heures par soir, trois*

*pour aller à l'endroit des camions et trois pour revenir à la "jungle", quand on échouait. Finalement, on a laissé tomber, ce n'était plus possible ! Mais on n'a jamais été fatigués* », insiste Bashir. « *Comment aurait-on pu être fatigués ? Après les 118 kilomètres qu'on a parcourus depuis la Grèce en deux jours !* » reprend Tayib.

Lorsqu'ils arrivent à proximité des Champs-Élysées, ils se sentent « *comme des touristes* ». Les comparaisons avec ce qu'ils ont vécu ces derniers mois fusent. Au marché de Noël, ils s'étonnent de l'abondance des étalages. « *Ce n'est pourtant pas encore Noël, si ?* » ironise Mohajir dans la cohue des visiteurs. Après avoir acheté des marrons chauds, ils gardent les coquilles dans leurs poches. « *Il ne faudrait pas les mettre par terre, c'est tellement propre par ici !* » s'amuse-t-il.

En atteignant l'Arc de triomphe, ils lèvent la tête. « *Il y a des gens là-haut, c'est incroyable !* » La nuit commence à tomber. Attablés à une terrasse de café, ils notent à nouveau de drôles de regards sur eux. Mohajir n'a mis que la moitié d'un sucre dans sa tasse : « *Maintenant que je suis à Paris, je veux faire comme les Français, je veux passer inaperçu [le café soudanais se boit très sucré – ndlr] !* » explique-t-il.

Plus tard, au Trocadéro, la tour Eiffel s'illumine. Il faut immortaliser l'instant ! Une salve de *selfies* sont envoyés sur-le-champ à leurs compatriotes restés au CAO de Marseille et à leur famille au pays. « *On ne sait pas où on finira, mais on voudrait rester ensemble, entre nous, tout est plus facile* », explique Bashir. Les souvenirs des semaines passées au bidonville de Calais restent omniprésents. « *La "jungle" me manque, la vie qu'on avait construite, les amis, et le travail à la Belgium kitchen [qui servait jusqu'à 1 000 repas par soir – ndlr] », soupire Mohajir.*

Le froid se fait sentir, les trois hommes s'engouffrent dans le métro. Au distributeur de billets, quelques personnes attendent : « *Ah ! Ça nous rappelle Calais ! Là-bas, on faisait la queue pour tout : la nourriture, les habits, les tentes, et même les bagages le dernier*

*jour !*» De retour à La Chapelle, ils ne savent pas s'ils auront l'occasion de revoir la capitale française. Aussi bien leurs pas les conduiront-ils ailleurs, le lendemain.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.